

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 6 MARS 1979 - N°867

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Sidérurgie : controverses autour de la marche sur Paris

Outre les rencontres entre les syndicats et les directions des trusts sidérurgiques, la semaine qui s'ouvre sera marquée par la poursuite des discussions à propos de la marche sur Paris. La CGT, après avoir exercé des pressions sur les autres syndicats, a décidé seule d'un rassemblement interprofessionnel, le 23 mars. Les sections CFDT d'Usinor Longwy, Denain, Trith et de la Chiers d'Anzin se prononcent pour une marche des sidérurgistes seuls pour l'instant, craignant les manœuvres de récupération du mouvement des travailleurs à des fins notamment électorales.

Lire en page 4

Convocation du Parlement : à qui le pompon ?

L'Humanité de lundi matin pleurniche : ce n'est pas le PCF qui appuie le PS et le RPR pour une convocation du Parlement sur la sidérurgie, ce sont eux qui ont suivi le PCF. Alors que tout ce monde s'agite, a peur de la colère des sidérurgistes, le PCF se bat pour le pompon de la parlote parlementaire. C'est plus qu'une anecdote...

Lire en page 8

Grève à la SNCF

De mardi soir 20 h à jeudi matin 6 h, les cheminots feront grève contre le plan d'entreprise qui se solderait par 20 000 à 30 000 suppressions d'emplois d'ici à 1982. Pour la première fois depuis 1953, les sept fédérations syndicales de la SNCF appellent ensemble à la grève.

Après Trappes, interventions policières à Evry et Créteil

Les flics hors des centres de tri!

*Dans la matinée de lundi,
le mouvement de grève
s'étendait dans les centres de Paris*



Le pouvoir n'envoie pas trop ses flics dans les bassins sidérurgiques du Nord et de Lorraine. Par contre, à Paris, les interventions policières contre les travailleurs en lutte se multiplient. C'est particulièrement sensible dans les centres de tri.

Après avoir pris position plusieurs fois autour du centre, les flics sont intervenus à Trappes dans les Yvelines, puis à Evry où ils sont repartis pour revenir une nouvelle fois dimanche soir. Dimanche soir également

ils étaient à Créteil. Le pouvoir semble avoir fait le choix de faire intervenir systématiquement ses bandes armées contre les postiers, espérant sans doute casser leur combativité dès le départ.

Face à cela, la grève s'étendait lundi matin à Paris. Des assemblées générales étaient prévues dans plusieurs centres.

Lire nos informations en page 8

**L'INSEE
PREVOIT
2 200 000
CHOMEURS
EN 1983**

Lire en page 8

**ASSURANCES PARISIENNES :
après ceux du GAN,
LES GRÉVISTES
DE L'UAP EXPULSÉS
PAR LES FLICS**

Les grévistes de l'UAP ont été expulsés par les flics ce lundi matin. Ils sont en grève depuis plusieurs semaines. Ils revendiquent en particulier les 35 heures et un salaire minimum à 2 600 francs. Ils avaient déjà été agressés par des commandos de cadres et de fascistes.

LA GROGNE DE L'UEC (1)

Une enquête de François NOLET

Les contradictions qui traversent le PCF prennent un écho particulier dans son organisation étudiante, l'UEC. Ce qui se conçoit de par la nature du milieu étudiant qui, dans les moments de crise, réagit comme une « plaque sensible » aux contradictions de la société.

C'est ainsi que, dans les années 1965-1967, l'UEC s'était trouvée en proie à une contestation très vive, due en grande partie à l'attitude du PCF pendant la guerre d'Algérie, au refus de ce parti de soutenir, durant de longues années, la revendication d'indépendance du peuple algérien. Ceci s'était conclu par un effondrement de l'organisation. Malgré les efforts de normalisation de Guy Hermier (aujourd'hui membre du bureau politique), des pans entiers de l'UEC avaient quitté l'organisation.

Depuis mai 68, les directions du PCF et de l'UEC ont tenté de se constituer une base de masse à l'Université, notamment en tentant de prendre le contrôle de l'UNEF. Cette opération n'a eu qu'un impact limité, l'UNEF « rénovée » n'ayant jamais réussi à devenir un syndicat de masse.

Les désaccords au sein de l'UEC sont présents de façon

annonçaient 14 000 ! Peut-être n'apprenons-nous qu'en 1989 ce qu'il en est réellement aujourd'hui. De fait, on estime généralement que le chiffre de 10 000 adhérents annoncé par la direction de l'UEC est exagéré de trois ou quatre fois. Les mêmes auteurs font remarquer, par exemple, que, sur Villetaneuse, où milite Francis Combes, le nombre de cartes de l'UEC est passé de 250 à 120 en un an ; sur ce nombre, environ une trentaine milite effectivement.

De la même façon, l'UEC n'est jamais parvenue à faire de l'UNEF-Renouveau un syndicat large comme elle en avait l'ambition. Même si, ici ou là, l'UNEF reçoit le renfort de militants du CERES, ou ponctuellement de la LCR, son ampleur reste pratiquement limitée à la sphère d'influence propre de l'UEC.

Il est vrai que, outre les critiques qu'ils peuvent formuler à l'encontre de la direction de leur parti, les oppositionnels de l'UEC ont quelques raisons de s'inquiéter au sujet de l'influence de leur organisation. Pour Francis Combes, secrétaire national de l'UEC, tout va bien de ce côté, les adhérents sont au nombre de 10 000, cinq fois plus nombreux qu'en 1968. Des chiffres contestés : quatre étudiants de l'UEC (Serge Lewisch, Michel Renard, Yves Roucaute et Paul Sabin) écrivaient récemment à ce sujet : « On apprend ainsi avec dix ans de retard qu'il n'y avait à l'époque que 2 000 adhérents quand les chiffres officiels en

s'est passé à Paris, pour la faculté de Tolbiac, ainsi que pour le cercle de philosophie de Sorbonne-Panthéon, pour Villetaneuse : c'est le cas également à Bordeaux.

Face à cette situation, la direction du PCF et celle de l'UEC ont tenté de reprendre les choses en main. De façon quelquefois brutale : lors de la fête de la JC à Ivry, en juin dernier, des militants étudiants de Bordeaux furent agressés physiquement par des responsables de la fédération de Gironde du PCF ; à Villetaneuse, on en est également venu aux mains. Mais c'est essentiellement par une bataille d'appareil que la direction tente de reprendre le contrôle. Un militant de Tolbiac nous explique la procédure : « Le 9 décembre, nous avons tenu une assemblée générale pour élire le bureau de secteur. 60 adhérents étaient présents (sur 130). Un bureau de secteur en désaccord avec la direction du parti a été élu par les 2/3 des présents. Un mois plus tard, on nous sortait un article des statuts qui était tombé en désuétude depuis longtemps : l'élection n'était pas statutaire, le bureau devant être élu par des délégués de chaque cercle. En fait, depuis longtemps, l'habitude était prise que les bureaux soient élus par l'assemblée générale. Après avoir (re)découvert cet article des statuts, la direction a procédé à un nouveau vote, sur la base des délégués de cercle. Comme les militants critiques sont concentrés surtout dans un cercle, celui de sciences économiques, une direction dans la ligne a pu être élue ».

DES CERCLES OPPOSITIONNELS

La montée de la critique dans le PCF au lendemain des élections de mars s'est fait ressentir dans l'UEC, au point que certains cercles se sont dotés d'une direction « critique ». C'est ce qui

tenace depuis des années : un courant althussérien est actif depuis longtemps, bien avant que la défaite de la gauche aux élections ne vienne braquer les projecteurs de la presse sur les contradictions internes au PCF. Aujourd'hui, les oppositionnels manifestent des désaccords sur une série de positions du PCF : les perspectives de ce parti aujourd'hui, après la cassure de l'Union de la gauche, la nature de l'URSS, l'alignement sur la politique extérieure de ce pays, le fonctionnement interne du parti. Et aussi une question à laquelle le milieu étudiant est particulièrement sensible : la politique du PCF sur l'institution scolaire, sujet remis sur le tapis par la publication d'un livre de Molina et Roche sous le titre « Telles luttes, telle école ».

A l'approche du 23^e congrès du PCF, la direction tente de reprendre les choses en main, notamment en s'assurant le contrôle des cercles UEC qui s'étaient donné une direction « critique ».

Nous livrons quelques éléments sur la situation actuelle de l'UEC, et la réflexion des militants critiques. Nous envisageons aujourd'hui l'état actuel de l'organisation et les tentatives de reprise en main de la direction.

de l'UEC, et ne se considère plus comme militant de l'UEC, mais porte ses critiques dans sa cellule du PCF, où elles sont entendues.

Tel autre se pose le problème de « laisser tomber la bataille d'appareil » : il est peut-être plus important de poser les problèmes politiques, de susciter la réflexion des adhérents. Pour Serge

Marchais en compagnie de Hermier, le normalisateur de l'UEC en 1965.

Lewisch, le débat ne se pose pas dans ces termes : « Ce serait une bataille d'appareil si on restait dans le champ clos de l'UEC, mais on essaie de sortir de cette problématique en s'adressant aux étudiants, par exemple en organisant des débats. Sur une bataille d'appareil, on sait qu'on est perdant à terme. Donc ce qui nous intéresse, c'est de relier cette lutte avec des actions en milieu étudiant ».



Marchais en compagnie de Hermier, le normalisateur de l'UEC en 1965.

Cette idée de porter devant la masse des étudiants les problèmes en discussion à l'UEC se concrétise par la tenue de débats, comme le colloque qu'organisait ce week-end la revue *Positions* (nous en rendrons compte dans une prochaine édition).

contre-projet de résolution, certains d'entre eux envisagent de déposer des textes sur des points précis, ainsi sur les libertés en Europe de l'Est.

Le problème des oppositionnels est bien de parvenir à concrétiser le mécontentement diffus qui règne dans une grande partie de l'organisation. Un militant nous dit : « Il y a une crise de confiance envers la direction. Elle se manifeste par l'absentéisme : 1/3 des militants vient aux réunions. Même ceux qui suivent la direction ne viennent plus. Ils n'ont pas pour autant envie de quitter l'organisation, ils ont envie de lutter, mais ils sont désemparés ».

Dans notre prochaine édition : Quelques thèmes de contestation.

ET LE 23^e CONGRES ?

Les militants de l'UEC sont, pour la plupart, également membres du PCF : comment voient-ils la préparation du congrès de leur parti ? Pour eux, il ne fait aucun doute qu'il sera très difficile pour eux de faire passer leurs idées. La proposition de résolution de la direction est considérée comme un texte de combat, ne faisant aucune concession : « On pensait, nous dit un militant, que la direction voudrait jouer au « despote éclairé », et reprendrait certaines idées des oppositionnels. En fait, il n'en est rien ».

On sait déjà qu'une cellule de Seine-Maritime a présenté un contre-projet de résolution, que la direction a jugé irrecevable.

Que peuvent alors espérer les oppositionnels de ce congrès ? Pour l'un d'eux, « on n'attend pas grand chose de la direction, mais au niveau des militants du parti, on peut arriver à développer nos idées ».

S'il est peu probable que les oppositionnels présenteront un

POSITIONS

DANS

10 000 ANS ?



Le premier numéro de la revue du cercle UEC de Bordeaux

UNE BATAILLE D'APPAREIL ?

L'opportunité de mener la bataille pour conserver les structures est en discussion au sein des oppositionnels. Tel militant de Tolbiac pense qu'il n'est plus possible de se battre à l'intérieur

L'extension aux bureaux-gares et aux centres de tri parisiens

LA SEULE SOLUTION DE L'EFFICACITE

Après les quatre évacuations successives à Trappes CTA (Yvelines) et celle d'Evry CTA (Essonne) ce sont maintenant sept des neuf centres de tri postal automatique de l'île de France qui sont en lutte depuis jeudi ou vendredi sur une plate-forme commune et intersyndicale (voir encart).

- Vendredi soir, Créteil CTA était en grève à 80 % et une centaine d'agents et préposés empêchaient les camions d'entrer et de sortir.
- Samedi matin, on apprendait que lundi tous les

A Bobigny, le nombre de grévistes varie de 35 à 50 % suivant les brigades. Il faut dire que Bobigny CTA a été en grève les 30.11 et les 1^{er} et 2.12.78 sur les mêmes problèmes que Trappes (Yvelines) à l'heure actuelle (effectifs au départ, élargis à la plate-forme depuis), que cette grève de décembre faite seuls n'a rien donné et que les deux jours de

grève sans préavis faits à l'époque, ajoutés pour les brigades de jour, aux grèves chaque mois, par demi-brigade, le samedi après-midi, ont coûté cher : 300 à 400 F de moins sur la paie depuis deux mois ; à partir de ça, certains travailleurs d'habitude combatifs remettent en cause les tactiques de lutte syndicales qui ont laissé jusqu'ici isolés les

postiers et les télécommunicants des Yvelines seraient appelés à la grève.

• Dimanche, à 18 heures, la police et l'encadrement du CTA d'Evry évacuent les militants CFDT et CGT de leurs locaux syndicaux. En conséquence les postiers-télécommunicants de l'Essonne sont eux aussi tous appelés à partir en grève lundi.

• Dans les bureaux-gares parisiens, la consultation se poursuit et il n'est pas exclu que des centres de tri comme Austerlitz, PLM (Gare de Lyon), ou Brune partent en grève à leur tour.

centres de tri qui entraînent en lutte. Cependant, même si certains militants syndicaux en sont bien conscients, ce qu'ils répondent, à juste titre, c'est qu'actuellement, on n'est pas seuls : 7 CTA sur 9 sont en lutte, les banques, les assurances, les sidérurgistes et la population des bassins de Longwy et Denain sont en lutte contre le chômage. «Nous pouvons

gagner, il faut faire le maximum pour renforcer le mouvement, et avoir satisfaction sur nos revendications, il faut être dans la lutte pour faire céder l'administration».

Un fait nouveau dont il faut tenir compte tout de même, c'est que des coordinations de centre de tri d'île de France ont lieu durant cette grève, ce qui n'avait pas été le cas il y a

un an, par exemple. Les dernières ont eu lieu vendredi soir pour la CFDT et samedi matin pour la CGT, proposant pour mardi une manifestation le matin devant le ministère, et une coordination intersyndicale des CTA de banlieue et bureaux-gares parisiens l'après-midi. Il faudrait évidemment, pour passer de la parole aux actes, qu'il y ait du matériel, des tracts, contribuant à mobiliser. En effet, le gage de l'efficacité dans cette grève des PTT, c'est son extension rapide aux bureaux-gares et centres de tri de Paris qui sont le noeud de l'organisation de l'acheminement du courrier en France. C'est aussi une coordination «ouverte» des CTA de banlieue et des centres de tri de Paris qui puisse regrouper plus largement que quelques militants.

D'autre part, il est important de noter que cette fois-ci l'administration se sent en position de faiblesse :

- elle donne les flics au lieu de laisser pourrir comme d'habitude ;
- elle convoque les ré-

gions CGT et CFDT des PTT pour des négociations au niveau de l'administration centrale (ministère) deux fois de suite vendredi (à 14 et 18 heures) et commence à reculer :

- 1/2 vacation sur les machines à indexer (qui esquivent la vue et les nerfs) ;
- promesse (sans engagement) d'une prime de vie chère annuelle de 1 500 à 2 000 F (on demande 6 000 F, soit 500 F par mois) ;

- promesse (sans engagement) de mise en place des règlements intérieurs dans les 2 mois dans 6 centres sur 9 (Créteil en septembre, Meaux et Melun en décembre) ;

- promesse (sans engagement) de négociation la réduction du temps de travail en jour, par le samedi après-midi (on veut le samedi complet) et en nuit par les «rentrées».

Il est donc bien évident que l'heure est à la lutte, à l'extension du mouvement, pour faire céder à fond l'administration. C'est là la seule condition de l'efficacité.

Les postiers de Créteil, toujours dans l'action...



Le mouvement actuellement en cours dans les centres de tri de la banlieue parisienne est pour une large part tributaire aujourd'hui de son extension dans les centres de Paris même. Les postiers veulent bien «y aller» mais pas n'importe comment, pas en ordre dispersé. De même, ils veulent bien «y aller tous ensemble» mais savoir où ils vont. Trop de fois, on les a fait partir pour des résultats maigres, voire nuls.

La plate-forme de lutte des CTA d'île de France

Mercredi soir (28 février), de 18 heures à 19 heures s'est tenue une réunion intersyndicale regroupant les responsables régionaux CGT et CFDT des PTT. Il en est ressorti outre l'appel à l'extension du mouvement (Evry venait de partir à la suite de Trappes), la plate-forme de lutte en quatre points qui sert de support à ce mouvement :

- 1 - Augmentation des effectifs ;
- 2 - Prime de vie chère en île de France de 500 F par mois ;
- 3 - Diminution du temps de travail :
 - 30 heures en nuit grâce à l'obtention de repos compensateurs et la suppression des «rentrées» (nuits faites en plus et avant les 2 nuits normales dues à un décalage à cause de jours fériés ou de congés maladie). (Actuellement 40 heures = deux nuits sur quatre de 20 heures à 6 heures).
 - 30 heures en demi-nuit grâce à des heures de compensation (actuellement 40 heures : du lundi au vendredi de 17 heures à 24 heures).
 - 35 heures en jour grâce à la suppression du caractère de jour ouvrable du samedi. (Actuellement 40 heures : du lundi au samedi de 6 heures à 12 heures et le lendemain de 12 heures à 20 heures sauf un samedi après midi par mois).
- 4 - Mise en place de règlements intérieurs (= RI) dans chaque CTA (les plus anciens sont ouverts depuis automne 1976 et il n'y en a pas encore). Un RI précise le nombre de positions de travail à tenir par brigade et par «chantier» donc l'effectif nécessaire à la bonne marche du centre. Les RI éviteraient de plus que les petits chefs nous changent de position 5 à 6 fois par vacation comme cela arrive souvent lorsqu'ils trouvent qu'on ne trie pas assez vite à un chantier, qu'il y a plus de boulot à un autre, ou tout simplement parce qu'on parle entre nous.

Quand on veut lutter... à F.O !

La section de Trappes CTA (Yvelines) est dans la lutte : le secrétaire de section a été démissionné par son syndicat départemental.

La section d'Evry CTA (Essonne) est dans la lutte aussi même sanction contre le secrétaire de section. La section de Melun CTA (Seine-et-Marne - secteur Sud) appelle à la lutte dans l'unité avec la CGT et la CFDT : même sanction pour la 3^e fois !

Comme on peut le voir, la démocratie règne à Force «Ouvrière» !

Correspondant

Montceau-les-Mines

NON A LA FERMETURE DES PUIITS !

• Le Conseil d'administration des Houillères du Bassin Centre et Midi (HBCM), réuni à Montceau en présence du directeur des Charbonnages de France, vient de rendre son verdict :

- Fermeture du puits Rozelay en 1981.
- Fermeture du puits Darcy en 1987.

C'est la condamnation des Houillères du Bassin de Blanzy qui ne comportait que ces deux puits avec une exploitation en découvert.

Depuis quelques semaines, les menaces se faisaient de plus en plus précises, malgré les propos mensongers de la Direction locale (et les promesses de Giscard en janvier 1978) : les travaux préparatoires au fond étaient abandonnés et les contrats avec les entreprises extérieures n'étaient plus renouvelés. Depuis 1976, il n'y a pas eu d'embauche alors que les départs à la retraite étaient de plus en plus nombreux. (Plusieurs centaines par an, pour un effectif actuel de moins de 3 500 personnes). La bourgeoisie n'hésite donc pas à accélérer sa politique de fermeture des mines

pour mettre en place son programme électro-nucléaire ; elle tente aussi d'échelonner ses mauvais coups pour éviter une riposte massive des mineurs.

Pourtant, le bassin minier de Blanzy-Montceau compte près de 40 millions de tonnes de réserves !

La fermeture à court terme des Houillères entraînera :

- Une augmentation considérable des chômeurs : beaucoup d'usines travaillent actuellement pour la mine, et il n'y a aucune possibilité d'embauche dans les autres secteurs.
- Une atteinte sans précédent aux avantages acquis :

• une société immobilière achètera les logements à la mine et fera payer un loyer aux mineurs (bien loin d'être compensé par une éventuelle indemnité de logement).

• Qui fournira le chauffage, jusqu'alors gratuit, (du moins en partie) ?

• Qui paiera l'indemnité de raccordement qui permet aux mineurs de toucher la retraite après 35 ans de mine ?

• Et le rattachement du régime de sécurité sociale minière au régime général accroîtrait fortement les cotisations...

Ainsi, par cette fermeture anticipée des deux derniers puits du Bassin, c'est toute une génération de mineurs qui est visée, c'est toute une région qui est menacée ! Une intersyndicale s'est formée l'année dernière à l'initiative de la CGT (nettement majoritaire sur le Bassin). Elle a entrepris, ces dernières semaines, des réunions de

quartier pour rendre compte de la situation et préparer la mobilisation. La première réunion a rassemblé 300 personnes, dans la petite cité de Rozelay. C'était un premier succès (trois jours avant, une réunion publique de la municipalité PCF regroupait... 3 personnes de la cité !).

Une autre réunion de l'intersyndicale a eu lieu ce samedi à Montceau ; elle regroupait autant de personnes, mais le débat fut trop longtemps accaparé par les politiciens de droite et de gauche en quête de voix pour les cantonales ! Le principe d'une grande manifestation à Montceau a été retenu, pour un prochain samedi (jour de marché).

Les mineurs feront certainement de cette journée le point de départ d'une lutte de longue haleine pour s'opposer à la fermeture des puits.

Les sections syndicales CFDT d'Usinor Longwy, Trith, Denain et de la Chiers prennent position à propos de la marche sur Paris

La CFDT d'Usinor-Denain, Trith et la Chiers-d'Anzin, a tenu une conférence de presse pour donner sa position sur la proposition de la marche sur Paris.

Il y avait déjà 13 000 chômeurs dans la Valenciennois, il y en avait déjà 1 300 000 en France avant la crise de la sidérurgie et pourtant il n'était pas encore question d'une marche sur Paris avant le fatidique 12 décembre 1978, date à laquelle le plan de restructuration de la sidérurgie fut annoncé par Etchegaray et Mayouz.

Les différentes organisations syndicales, malgré toutes leurs actions, leurs démarches, n'avaient pas réussi à provoquer la prise de conscience nationale face à la situation catastrophique de l'emploi. C'est donc bien le problème de la sidérurgie qui fut le détonateur de l'expression collective tendant à unir les forces syndicales et populaires. L'importante riposte, la mobilisation des sidérurgistes, est en train de conduire la France entière à dire son désarroi face aux problèmes de l'emploi. Le problème de la sidérurgie est loin d'être réglé. Les futurs contacts avec les PDG des groupes et ensuite une rencontre avec le ministre de l'Industrie, les PDG et les représentants des organisations syndicales sont programmés. Va-t-on laisser se diluer le problème de la sidérurgie, s'évanouir l'espoir d'un maintien des installations à Longwy et Denain dans un rassemblement de tous ceux qui sont mécontents pour des raisons si diverses que l'intensité et la motivation de la colère varieront du simple soutien

à la lutte la plus dure, voire violente ?

Souvenons-nous de la brillante démonstration de la lutte pour la survie du Valenciennois, le 16 février. Une manifestation comme n'en a jamais vu la région et pourtant les sidérurgistes tout en constatant l'état de solidarité, la prise de conscience de tous leurs voisins : travailleurs d'autres corporations, artisans, commerçants, professions libérales, se sont sentis déphasés par rapport à eux. C'est pour cela que la CFDT appelle les autres organisations syndicales dans un premier temps à organiser cette marche sur Paris entre sidérurgistes dans les jours qui suivent les différentes réunions avec les PDG, les 7 et 8 mars. La CFDT est

persuadée que c'est ce que souhaitent les sidérurgistes ; les travailleurs et la CFDT savent, en plus, que l'heure viendra, lorsque le problème spécifique des sidérurgistes du Nord et de l'Est aura été entièrement étudié, de frapper un grand coup pour que ce soit alors l'ensemble des travailleurs qui souhaitent collectivement aller montrer aux pouvoirs publics leur mécontentement, avec les sidérurgistes non pas en avant, mais avec les autres.

En résumé, les sidérurgistes de la CFDT ne font pas fi des appuis massifs des autres travailleurs et des populations mais ils veulent éviter que leurs problèmes spécifiques ne soient noyés dans un flot de légitimes revendica-

tions. La bataille pour l'emploi en sidérurgie passe par la suspension de tout arrêt d'installation, ceci étant un préalable pour la CFDT. Quand cette exigence sera satisfaite, les sidérurgistes seront alors au même niveau que les autres professions pour se battre sur toutes les revendications.

Nous terminerons en disant que nous soutenons activement les propositions faites par l'Union d'arrondissement :

1 - L'organisation de colloques CFDT à Denain et Valenciennes pour débattre avec l'opinion publique des problèmes que pose la restructuration de la sidérurgie dans le Valenciennois, de l'action et des propositions CFDT.

2 - L'idée de l'organisa-

tion d'un référendum pour voir s'exprimer de façon nette et claire la détermination de la population d'exiger le maintien de la fonte et de l'acier à De-

nain, pierre d'angle de l'économie dans l'arrondissement.

CFDT DENAIN-TRITH ET CHIERS-ANZIN

Tract commun CFDT Denain et CFDT Longwy

« Dans une première étape, un bilan de toutes les luttes entreprises par les sidérurgistes de nos régions. Une constatation : deux paysages différents et des sidérurgistes avec des problèmes identiques et une même détermination. Des actions dures, nombreuses, diversifiées, efficaces ont prouvé au gouvernement et à Etchegaray que nous ne laisserons personne toucher à une seule installation et que leurs vagues promesses sur d'éventuelles implantations industrielles sont inacceptables. Ensuite une position : pas question pour nous de discuter des conséquences résultant de décisions monstrueuses.

Objectif principal : le maintien de la fonte et de l'acier, seule solution pour éviter la catastrophe dans nos régions. Il y a un mois déjà, la CFDT envisageait de monter à Paris pour crier devant le siège d'Usinor, devant le gouvernement, notre fureur, notre refus total du plan que l'on veut nous imposer. Aujourd'hui, cette idée fait son chemin mais certains ne tenteraient-ils pas de récupérer cette volonté d'action à des fins politiques. En effet, les sidérurgistes ont des problèmes très graves et bien particuliers. Vouloir organiser à Paris un rassemblement de tous les mécontents et de toutes les professions ne nous apparaît pas, dans un premier temps, aller dans le sens de ce que les sidérurgistes de Denain, Valenciennes et Longwy souhaitent. Pour être efficace : nous devons organiser nous-mêmes, entre sidérurgistes, cette marche sur Paris, il faut que nous fassions entendre à Paris ce que nous voulons et bien clairement : sauver le Valenciennois et la région de Longwy, en y maintenant la fonte et l'acier.

C'est dans ce sens que les camarades de la CFDT de Denain, Valenciennes et Longwy se sont rencontrés les 16, 21, 22 et 23 février 1979. Nous devons rester vigilants pour que notre combat ne ressorte ni dévié, ni récupéré par des pontes accaparés aujourd'hui par la préparation des élections cantonales et européennes. Les travailleurs se souviennent de mars 78 et savent que c'est à eux d'organiser leurs luttes et d'en récolter les fruits. Voilà la position des sidérurgistes de la CFDT de Valenciennes, Denain et Longwy. C'est celle que nous vous demandons de soutenir... Le contact est maintenant pour la coordination et la continuité de notre lutte.



Les voies de chemin de fer obstruées par les détachements successifs de minéral par les sidérurgistes en colère.

POLITIQUE

Quelle attitude les partis prennent-ils face aux menées du social-impérialisme ? Nous avons vu dans nos éditions précédentes les positions du RPR, puis celles du PS. Aujourd'hui, après avoir vu la position de l'UDF, nous tirons quelques conclusions.

L'UDF, c'est une espèce de conglomérat regroupant des formations qui ont un point commun : le soutien à la politique du président de la République. Suivant le point de vue duquel on se place, les positions de l'UDF envers l'URSS sont donc simples, ou complexes.

Simple, dans la mesure où toutes les positions publiques de l'UDF en tant que telle sont conformes aux positions giscardiennes. Il n'y a là rien d'étonnant quand on sait que la plupart des dirigeants de l'UDF sont d'anciens ministres, qui aspirent à le redevenir. Qui plus est, l'UDF considère que la politique extérieure n'est pas de son domaine, qu'elle ne concerne que le gouvernement et le président de la République en personne. Si

ce n'est la question européenne, on ne parle pas de politique extérieure ni dans les réunions de l'UDF, ni dans ses publications.

ANTI-COMMUNISME

Cependant, les partis qui composent l'UDF tentent de garder une certaine autonomie, qui s'exprime dans le domaine de la politique étrangère. Ainsi existe-t-il au sein de l'UDF des partis très ouvertement pro-américains comme le CDS de Lecanuet, ou à un degré moindre le parti radical de Servan-Schreiber. Constamment, ces partis essaient de pousser la politique gouvernementale dans le sens des positions américaines ; y compris en interprétant celles-ci. Ainsi le CDS estime-t-il que la situation en Iran est « dan-

LES PARTIS ET L'URSS

(3) L'UDF : Dans le sillage de Giscard

gereuse pour le monde occidental, dans la mesure où elle est le fruit d'une poussée soviétique». Ce n'est pas la position du gouvernement français, qui joue depuis quelque temps déjà la carte Khomeiny. Il ne faudrait pas voir dans l'attitude des partis pro-américains une quelconque vision claire de la situation internationale aujourd'hui. Au contraire. Tout leur raisonnement tourne autour du fait que l'URSS est une puissance communiste, et qu'elle ne cesse, depuis sa création en 1917, de menacer le monde occidental. La seule nouveauté que ces gens-là voient, c'est que l'URSS est devenue une force militaire énorme, et donc que sa menace doit être prise en compte avec plus de sérieux encore.

L'UDF se présente donc sous deux formes : d'un côté les giscardiens, qui s'alignent totalement sur la position gouvernementale, et d'un autre côté des éléments pro-américains que leur anticommunisme amène à prendre en compte la menace soviétique sans pour cela le faire publiquement puisqu'ils sont liés au pouvoir dans le cadre de l'UDF !

Au regard de la position du RPR, du PS, et de l'UDF, une conclusion s'impose : l'attitude par rapport au social-impérialisme est un des domaines où la bourgeoisie réalise le plus facilement son consensus. Tous participent plus ou moins de cet esprit munichois, qui consiste à ne rien faire devant le danger d'agression, si ce n'est de tenter d'amadouer

l'agresseur et de lui donner des gages de bonne volonté. Les motivations sont certes différentes, entre Giscard, Chirac et Mitterrand. Mais le résultat est le même. Il n'y a pas aujourd'hui dans la bourgeoisie française de force organisée qui prenne réellement en compte la menace du social-impérialisme.

N.D.

Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7113 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

LA LIBERATION DE PASCAL QUINQUETON CONFIRMEE EN APPEL

Depuis mercredi, Pascal Quinqueton est libre : la 10^e chambre de Paris a confirmé en appel la décision du tribunal d'Evry, rendue le 12 janvier dernier pour « nullité de procédure ». Cette décision consacre l'échec du procureur Guy Christophe qui semble s'être acharné à faire de Pascal une sorte d'otage dans l'affaire du meurtre de son frère jumeau, Olivier.

C'est le procureur en effet qui avait fait appel du jugement d'Evry, qui le désavouait ; alors que le juge d'instruction s'était montré par deux fois favorable à la mise en liberté provisoire de Pascal, accusé de trois vols, le procureur s'y était opposé. La détention de Pascal aura duré ainsi trois mois et demi.

Pourquoi cette attitude ? « Le maintien en détention de Pascal témoigne de l'acharnement du procureur qui cherche à faire pression sur moi pour me dissuader de me constituer partie civile contre le meurtrier d'Olivier » déclarait en décembre 1978 Madame Robert, la mère de Pascal. Un inspecteur de police lui

aurait déclaré à propos de la constitution de partie civile : « Si vous faites ça, on va être obligé de ressortir les larcins de Pascal ». Et Madame Robert concluait : « Pascal était déjà en quelque sorte un otage ».

Le 30 août 1978, Olivier Quinqueton était surpris dans un pavillon avec des camarades, par le propriétaire Marcel Hucleux, à Verrières-le-Buisson (Essonne). Olivier est abattu d'une balle en plein cœur par Hucleux. Ce dernier, ingénieur-chimiste « très honorablement connu » invoque la légitime défense ; il est libéré au bout de 48 heures de garde à vue, sur intervention téléphonique — fait habituel — du procureur Christophe. L'affaire est classée sans qu'aucune instruction soit ouverte. Pourtant, les circonstances exactes de la mort d'Olivier sont loin d'être claires. D'où la volonté de sa mère de se porter partie civile. Aussitôt, Pascal est arrêté... alors qu'il n'est en rien mêlé à cette affaire.

Sa libération est aujourd'hui une première étape

pour lui, sa famille et le collectif de soutien qui l'a appuyé. La mobilisation continue pour que toute la lumière soit faite sur le meurtre de son frère Olivier. Une plainte pour homicide volontaire contre Marcel Hucleux a été déposée par la famille et sera instruite prochainement.

● Refus de la seconde centrale nucléaire de Chooz

A Chooz, petite commune proche de Charleville-Mézières (Ardennes), une centrale nucléaire gérée en commun par la France et la Belgique fonctionne depuis 1967. EDF prévoyait d'en installer une seconde, de capacité dix-sept fois plus importante. Une consultation des habitants a eu lieu ce dimanche : par 240 voix contre 133, ils se sont prononcés contre l'implantation de la nouvelle centrale. Rien n'indique que cette décision sera prise en compte. EDF n'a pas encore décidé si elle installerait sa prochaine centrale à Chooz ou à Fumay, situé à quelques kilomètres.

UN TRAVAILLEUR TUÉ DANS UNE FONDERIE A SAINT-CHAMOND

Lors des essais d'un prototype de centrifugeuse à fonte, un travailleur a été tué par le couvercle de protection de la machine qui a sauté à la suite d'une

explosion. Un autre travailleur a été grièvement blessé à une jambe lors du même accident.

Cet accident s'est produit dans les ateliers de la

fonderie Chavanne-Delat, filiale de Creusot-Loire, à Saint-Chamond dans la Loire. Une accumulation d'oxygène pourrait être à l'origine de l'explosion meurtrière de ce prototype qui en était encore dans les premières phases expérimentales, et qui n'avait permis la réalisation que de deux cylindres. L'accident aurait pu avoir des conséquences encore plus dramatiques puisqu'il s'est passé dans un atelier où plus d'une vingtaine de travailleurs étaient présents.

Déjà dangereuse en elle-même par les produits utilisés, l'expérimentation de ce nouveau procédé n'a pas été suivie de mesures de sécurité conséquentes, fait qui semble être une constante dans la sidérurgie. Mais les travailleurs ont montré qu'ils n'étaient pas d'accord avec cette logique, en débrayant l'après-midi du drame.

● Bateau-fantôme pour trafic d'armes ?

Un cargo chypriote a été arraisonné à Cherbourg par le service des douanes. Ce navire, le *Reefer-Trader* venait de charger 80 tonnes de matériel de guerre, armes et munitions, vendu par le gouvernement français. Que s'est-il donc passé ? Auparavant, un cargo, le *Diek-Ze*, avait pris livraison, en Italie, d'un matériel similaire, armes et munitions, vendu par les autorités italiennes. Ce chargement aurait dû être livré à Cadix, en Espagne. En fait, les deux navires ne font qu'un. Pendant son périple, les marins du cargo ont repeint le bateau, et profité de la même occasion pour le rebaptiser. Par contre la marchandise n'était pas livrée à Cadix, pourtant sur la route de Cherbourg. Ce sont des marins de *La Royale* qui, observant les talents de peintres des marins du cargo, ont fait démarrer une enquête, qui aboutissait à l'arraisonnement du navire, alors en cours de chargement à Cherbourg. Du côté des autorités françaises c'est le silence complet sur la destination des armes et les conditions du marché.

SFP en lutte

« POUR UNE AUTRE RADIO-TELEVISION »

Alors que les grévistes de la SFP (société française de production) vont entamer leur cinquième semaine de grève, les négociations « ouvertes » avec les représentants du gouvernement stagnent. Ceux-ci reviennent sur les engagements précédents, notamment sur le volume global de production, il était en hausse de 20 %, préalable de l'Intersyndicale. La grève continue donc, et l'intersyndicale envisage de l'étendre à nouveau aux chaînes et autres services de l'ex-groupe ORTF.

Pour répondre à une exigence formulée par les grévistes, l'intersyndicale a organisé une opération

« coup de poing », vendredi dernier avec le blocage en gare d'Austerlitz, à Paris, du Capitole, et l'occupation du siège de l'ANPE à Issy-les-Moulineaux.

Nous poursuivons, la publication de la table ronde avec les grévistes de la SFP qui se sont rendus à Longwy. Les trois grévistes que nous avons rencontrés, soulignent le fait qu'ils ont été chaleureusement reçus par la population de Longwy, et que leur objectif dans cette action, « être présents », a été accepté, puisque les travailleurs de Longwy leur ont proposé « d'être à la marche sur Paris dès qu'elle se concrétisera ». Ils ont par ailleurs été fortement impressionnés par l'ambian-

ce de la ville. Ils soulignent la participation de la population à la lutte des sidérurgistes, le fait qu'elle « fait corps avec eux ».

François, Monique et Michel abordent ici la démarche qu'ils ont eu avec la population de Longwy, et leurs projets. Si l'aspect nouveau de cette initiative est souligné avec ses possibilités, celle-ci comporte encore des limites, notamment dans l'appropriation de la radio-télévision, et sa mise à la disposition d'autres travailleurs.

Propos recueillis par Pierre CHATEL



François : Il y a une chose à laquelle ils (les gens de Longwy) ont été très sensibles, c'est la tentative que nous essayons de mettre en place actuellement : mettre au service des luttes, au service des travailleurs, l'outil de radio-télévision. Ils sont très sensibles à cette démarche, et il y a aussi à notre niveau l'intention de favoriser le débat pour une autre radio-télévision. Ils sont tout à fait d'accord pour que le débat s'engage. Ils avaient une certaine méfiance au départ. Ils nous ont dit : « Qu'est-ce que vous allez faire de ce film, qu'est-ce que vous allez en faire à l'antenne, etc... ». Et nous leur avons expliqué que ça n'était pas du tout dans ce cadre que cela se passait, que ça ne passerait pas à l'antenne, que ça ne serait pas coupé, monté, truqué, comme un Gicquel ou un autre pourrait le faire.

Ils se sont dit « tiens, à la radio-télévision, il y a des travailleurs comme nous, qui peuvent avoir les mêmes réflexions, et qui pourraient nous rejoindre et on pourrait effectivement faire quelque chose là-dessus ».

Qu'attendez-vous des contacts que vous avez tissés à Longwy ?

François : Ce que nous espérons, c'est que sur un plan national, le problème de l'emploi soit posé. Que la volonté qui s'exprime très fortement actuellement à la base de faire converger les luttes, les confédérations syndicales la reprennent à leur niveau, la favorisent, et donnent les moyens pour qu'elle se réalise réellement, et avec toutes ses conséquences immédiates... Cette initiative, au niveau des personnels ex-ORTF, a l'attrait de la nouveauté, parce que jamais ils n'avaient utilisé leur propre outil dans les luttes, de façon indépendante. Encore le faisons-nous de façon embryonnaire et partielle, parce que nous n'utilisons que le film. Nous sommes à 20 % de nos possibilités ; on pourrait concevoir des tas de choses : utilisation de la vidéo, avec tous ses moyens, utiliser le montage, utiliser tout ce que nous savons faire sur le plan professionnel... Pour le personnel de la télé ça a été un déclic de dire « on ose, on va y aller ». Jamais, nous qui avons l'outil, nous

n'avons eu une minute sur l'antenne pour expliquer nos luttes. Depuis toujours on nous a refusé totalement l'expression. Et bien emparons-nous de l'outil, et utilisons-le pour notre propre lutte, mais aussi pour les autres travailleurs en lutte ! C'est une forme originale qui a beaucoup stimulé, et beaucoup aidé à la détermination qu'on connaît actuellement dans la grève SFP.

Monique : C'est la première fois que nous sommes spectateurs et acteurs...

Vous avez donc maintenant à votre disposition une série de films et de documents, comment comptez-vous les utiliser ?

François : Multiplier dans un premier temps les projections sur tous les secteurs qui nous inviteront, et il y en a déjà énormément : SNCF, PTT, les boîtes en lutte dans Paris... Ce que nous avons l'intention de faire avec ce produit, c'est le projeter partout, le mettre à la disposition de tous, et continuer à s'organiser pour qu'il soit véritablement

un outil propagandiste pour la convergence des luttes et aussi pour la popularisation d'une autre forme de lutte, tout ce qui est novateur, nouveau dans la forme. Il faut à tout prix que les travailleurs le voient. Il faut rompre le cadre traditionnel de la lutte et ces grèves « comme ça » figées, cantonnées à un cadre traditionnel, qui se terminent par des manifestations et sans plus. Je crois que les travailleurs ne peuvent plus en rester là, compte-tenu des conditions dans lesquelles ils se trouvent actuellement au niveau de l'emploi. Il faut passer à un niveau supérieur, on s'est aperçu que les gens étaient très demandeurs, mais aussi très imaginatifs. Ça jaillit de partout, il y a des idées, il faut les exploiter.

A cette initiative de faire des documents, de se déplacer dans les boîtes en lutte, quelle est la participation des travailleurs de la SFP ?

François : C'est très suivi. On a une équipe en permanence, 24 heures sur 24, qui est prête à intervenir suivant l'événement ; et puis

il y a d'autres équipes qui programment leurs activités en fonction de ce qui se passe, en fonction des demandes aussi...

Monique : Il y a une équipe de tournage et une de montage. Mais on ne veut pas faire un film de montage...

François : C'est une question d'honnêteté.

Monique : Ainsi, on filme les « claps » pour bien montrer que si la conversation s'arrête là c'est parce qu'il n'y a plus de pellicule, qu'on a été forcé de s'arrêter, que ce n'est pas arbitraire ;

François : Ça a été une des choses intéressantes à Longwy pour la projection. Les gens, parce qu'ils ont l'œil éduqué pour ça, s'attendaient à un film très élaboré, avec tout ce que cela comporte de facilités et puis ils ont vu un produit « brut ». A la première projection, ils ont été choqués à la limite. Après on a expliqué. Tout ce que nous avons tourné sur eux, nous l'avions laissé dans la continuité, on avait fait ce choix pour leur montrer ce que c'est une image prise comme ça, à un moment. C'est un moment. Nous n'étions là-bas que deux

jours, c'était la préparation de la journée du 16 février et le 16), et c'est tout à fait incomplet par rapport au problème de la sidérurgie. On ne pouvait pas, dans le peu de temps que nous avons, traiter le problème. On a donc pris le parti de faire un « moment ». Le soir on l'a expliqué, ça a été beaucoup mieux reçu, et compris (la salle était pleine, il y avait 700 personnes).

Nous avons eu des contacts avec les deux confédérations (CGT - CFDT de la SFP) qui ont l'intention d'exploiter notre produit au niveau des chômeurs, de faire des projections auprès de tout secteur qui sera menacé dans l'emploi. Il va y avoir une reprise au niveau national de notre matériel. Mais nous avons, de toute façon, l'intention de continuer quelle que soit la situation. Non seulement ça va laisser des traces, mais c'est un acquis dans la lutte. On a ressenti cette nécessité dès le départ, elle est d'autant plus confirmée qu'il y a une demande qui vient de partout. Il faut qu'on l'assume, c'est à nous de le faire. C'est nous qui avons l'outil, c'est à nous de le mettre à disposition.

Les élections en Espagne

DEMAIN : L'UCD, LE PARTI AU POUVOIR, AFFRONTERA LES MEMES PROBLEMES

Les résultats des élections législatives du 1^{er} mars dernier ne modifieront presque pas la physiologie des Cortes (parlement). Avec 167 députés, l'UCD (Union du centre démocratique) reste la principale formation politique, sans pour autant détenir la majorité absolue. Le PSOE, avec 121 sièges, apparaît comme le grand perdant de cette consultation. Le PC est en très légère progression (22 députés au lieu de 20). L'extrême-droite disparaît pratiquement du Parlement, l'extrême-gauche n'est pas représentée, tandis que les partis abertzale (patriotiques-basques) font une percée importante avec 14 sièges.

ABSTENTIONS MASSIVES

La consultation de jeudi dernier a fait apparaître quelques surprises. Le pourcentage d'abstentions, de l'ordre de 33 %, est singulièrement élevé ; il avait oscillé autour de 20 % pour le référendum constitutionnel. Ces abstentions massives sont d'abord la preuve du dé-

senchement perceptible tout au long de la campagne électorale, menée de façon assez terne, sans que les véritables problèmes aient été franchement abordés par les principales formations politiques. Les électeurs avaient de quoi être déçus : l'UCD, après avoir mené une politique de centre gauche et provoqué parfois la colère des patrons ou les craintes

d'une fraction de l'armée, menait une campagne résolument orientée à droite.

LE PSOE A PAYÉ SES AMBIGUITÉS

Le PSOE, constamment hésitant entre une politique social-démocrate de collaboration de classe et un discours socialiste plus autogestionnaire, continuait à entretenir l'ambiguïté pendant la campagne électorale, alliant le langage de la fermeté et du parti de gouvernement à des propos enflammés sur la défense des intérêts de la classe ouvrière. Il a payé pour ses ambiguïtés.

Il y a peut-être aussi, dans ces abstentions, autre chose que de la défiance ou de la vigilance : une certaine dépolitisation, une fois que l'enjeu démocratie ou fascisme est

tranché, le sentiment, lié aux traditions anarcho-sindicalistes, qu'une majorité de gauche au Parlement ne changerait pas grand chose ; on ne peut exclure non plus le poids idéologique du fascisme pendant quarante ans qui a façonné les mentalités, notamment chez les femmes, et en milieu rural, dans l'idée « ne pas s'occuper de politique ».

L'UCD A GAGNÉ SUR L'EXTRÊME DROITE

L'UCD, le parti de Suarez, semble avoir surtout récupéré des voix sur la droite, comme en témoigne l'effondrement des partis ou coalitions ouvertement nostalgiques du franquisme, qui ne comptent plus que 9 sièges. La perspective d'une victoire

de la gauche, les assurances données par Suarez de lutter fermement contre le terrorisme, la répression contre la classe ouvrière, ont pu inciter l'électorat de droite à voter « utile », c'est-à-dire pour l'UCD. Il n'est pas impossible que Suarez décide de continuer à gouverner seul ; en un sens il a les mains plus libres que par le passé.

En cas de difficultés, il peut espérer ajouter les voix d'extrême droite aux siennes et obtenir ainsi la majorité absolue sur une voix, soit 176 voix.

LA POUSSÉE DES NATIONALITÉS

Le calcul inverse n'est pas possible pour la gauche. En effet, PSOE et PC ne peuvent compter ni sur l'appui automatique des partis abertzales basques, ni sur celui des autonomistes catalans et andalous, aux yeux de qui ils passent pour des espagnolistes centralisateurs. D'ores et déjà, les députés de la coalition Herri Batasuna, proche de ETA ont annoncé qu'ils n'avaient pas l'intention de siéger au Parlement. En tout cas face à l'intransigeance de Madrid, ces aspirations nationales se sont exprimées avec une force accrue. Ces résultats ont prouvé que les nationalistes basques, les autonomistes catalans et andalous ne pouvaient être marginalisés.

Le PSOE paie ses ambiguïtés : comment faire croire à ses électeurs de gauche qu'il va défendre les intérêts populaires alors qu'il a trempé jusqu'au cou dans le Pacte de la Moncloa et que son programme de rationalisation et de modernisation de l'économie va dans le même sens que celui de Suarez.

MINIME PROGRESSION DU PC

La légère progression du PC témoigne de la présence d'un électorat stable, attaché par tradition au PC, en raison de son passé, du prestige de certains de ses leaders ouvriers comme Camacho, qu'il a fait donner à plein dans la bataille. Il a refait du terrain pendant la campagne, à la fois en gardant le même langage que depuis deux ans, et en attaquant durement la politique de collaboration du PSOE. La non-représentation de l'extrême-gauche (ORT, PTE) manifeste la difficulté qu'ont ces partis à transcrire leur influence syndicale en termes électoraux. Par ailleurs, la législation espagnole repose sur une proportionnelle corrigée, qui favorise les grands partis.

En définitive, après ces élections, et en attendant les prochaines municipales, les mêmes problèmes demeurent : la crise économique, l'entrée dans l'Europe, les nationalités.

Hélène VARJAC

ONU : débat sur la situation en Asie du Sud-Est

LA QUESTION DU RETRAIT MUTUEL

Commentaire de l'Agence Chine Nouvelle sur l'éditorial du *Nhan dan* du 24 février

« La tendance principale de l'opinion publique mondiale sur la situation dans le Sud-Est asiatique est que le Vietnam se retire du Kampuchéa et la Chine du Vietnam, en un mot, elle est favorable à un retrait simultané. La contre-attaque en légitime défense des troupes de la défense-frontière chinoise contre l'agression vietnamienne est de nature entièrement différente de l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa. Malgré cela, l'idée de « retrait simultané » reflète le principe de non-occupation du territoire d'autrui par la force des armes et insiste sur ce que ce principe doit être universellement valable pour toutes les parties impliquées dans des conflits dans le Sud-Est asiatique. Dans ce sens, cette idée est équitable et constitue la clé du relâchement de la tension actuelle en Asie du Sud-Est.

Cette proposition, qui reflète pourtant l'aspiration des peuples du monde, a été catégoriquement rejetée par les autorités vietnamiennes. Le *Nhan dan*, la voix officielle de Hanoi, a, dans son éditorial du 24 février, lancé des injures sur les pays et sur l'opinion publique qui préconisent « le retrait mutuel ».

Au conseil de sécurité des Nations Unies, le représentant soviétique a ostensiblement affirmé être opposé au « retrait mutuel » et a même menacé d'opposer son veto à toute proposition appelant à un retrait de toutes les forces des parties en conflit dans le Sud-Est asiatique.

Pourquoi Hanoi est-il si furieux de cette proposition de « retrait mutuel » au point de lancer des paroles aussi injurieuses et de prendre position contre tant de pays ? Pourquoi l'Union soviétique menace-t-elle de son veto la plupart des pays membres du conseil de sécurité ?

La raison en est que la proposition de « retrait mutuel » touche à un point sensible des autorités vietnamiennes et des autorités soviétiques, qui est le retrait de toutes les troupes d'agression vietnamiennes du Kampuchéa, ce que Hanoi ne peut accepter ; parce que cela signifierait pour lui la chute du régime fantoche que les autorités vietnamiennes viennent d'installer à Phnom Penh, l'impossibilité de conserver le territoire kampuchéan qu'elles viennent juste d'annexer, l'échec de leur plan de « grande fédération indochinoise » (base du système de sécurité collective en Asie) et qu'il devrait alors renoncer à leur plan ambitieux d'expansion ultérieure en Asie du Sud-Est, fondé sur « la grande fédération indochinoise ». En un mot, leur ambition de dominer le Sud-Est asiatique avec le soutien soviétique ne se réaliserait pas.

Le plus douloureux pour Hanoi, c'est que la formule du « retrait mutuel », tel un miroir, reflète le visage d'agresseur des autorités vietnamiennes. Si Hanoi, comme il le prétend, ne se livre ni à l'agression ni à l'expansion, pourquoi refuse-t-il alors de retirer ses troupes du Kampuchéa ?

Dans un éditorial intitulé « Réfuter l'assertion de l'agression et du retrait des troupes des deux côtés », le *Nhan dan* fait une pirouette, en reliant délibérément l'appel au « retrait mutuel » à l'« opposition aux deux agressions ». Il se pose en donneur de leçon en disant qu'il faut tracer une ligne de démarcation, entre l'agresseur et sa victime. On doit, il est vrai, faire entre eux une nette distinction. Cependant, il est universellement reconnu que les agresseurs ne sont autres que les expansionnistes nationaux et hégémonistes régionaux vietnamiens qui ont pour

appui le social-impérialisme soviétique.

Cependant, le journal vietnamien *Nhan dan* avance des sophismes pour se justifier et accuse la Chine d'avoir commis une « agression ». D'après lui, « les efforts conjugués des nations d'Indochine pour s'opposer à l'agression et au massacre de la nation kampuchéenne perpétrés par les réactionnaires chinois sont le reflet d'une lutte sacrée et juste d'auto-défense ».

Quelle absurdité ! La Chine n'a aucun soldat au Kampuchéa, et on l'accuse d'avoir commis une « agression », alors que le Vietnam, dont l'armée d'agression forte d'une centaine de milliers d'hommes se cramponne au Kampuchéa, est présenté comme un justicier qui mène « une lutte sacrée et juste pour s'opposer à l'agression chinoise ». Peut-on imaginer pareille logique ?

Que les troupes chinoises de la défense-frontière, poussées à bout, se soient dres-

sées par la contre-attaque, c'est la une action tout à fait juste. Après avoir contre-attaqué, comme il se doit les agresseurs vietnamiens, les troupes chinoises de la défense-frontière se retireront en Chine et s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie.

Qu'on nous laisse poser cette question aux autorités vietnamiennes : Osez-vous déclarer au monde entier que vous retirez vos troupes du Kampuchéa ? Nous ne pensons pas que vous osiez ! Cela vous regarde bien sûr, si vous ne vous retirez pas du Kampuchéa. Mais le peuple kampuchéan chassera hors du Kampuchéa tous les agresseurs vietnamiens.

En raison de l'abondance de l'actualité, nous reportons à demain la suite de nos articles sur « l'évolution du Vietnam ».

Manœuvres américaines en Corée : contre le processus de réunification

Après la proposition du 23 janvier de la République populaire démocratique de Corée pour la réunification indépendante et pacifique du pays, une série de rencontres avait commencé entre des délégations de la RPDC et de Corée du Sud. Or, alors que la proposition du 23 janvier prévoyait une cessation de part et d'autre des activités militaires et des manœuvres le 1^{er} mars, la Corée du Sud a décidé, à partir du 1^{er} mars, l'organisation de manœuvres conjointes avec les troupes d'occupation américaines. Les manœuvres sont d'une envergure sans précédent. Comme le déclare un communiqué du gouvernement de la RPDC « cela constitue un défi insolent à la proposition sincère du côté Nord sur la réunification pacifique et une grave menace pour la paix en Corée et en Asie ».

Contre la coopération policière franco-espagnole

COMMUNIQUE

« A la suite de l'extradition de sept militants basques et de l'assignation de 16 autres par le gouvernement français, un comité de soutien aux réfugiés politiques s'est constitué à Toulouse.

Le Comité dénonce la coopération policière franco-espagnole et appelle à une mobilisation contre toutes les atteintes au statut de réfugié politique et pour l'abrogation de la convention antiterroriste européenne.

Comité de soutien aux réfugiés patriotes

Italie : nouvel échec de formation d'un gouvernement

Le démocrate-chrétien Andreotti, précédent premier ministre avait renoncé le 21 février à former un gouvernement, ne réussissant pas à faire rentrer le PCI dans la coalition gouvernementale sans lui donner de postes ministériels. Vendredi, c'est le républicain La Malfa qui a, à son tour, renoncé à trouver une majorité. En effet, le parti de Berlinguer maintient ses exigences, tandis que la DC refuse de faire des concessions. Il semble aujourd'hui difficile d'éviter des élections anticipées si la crise gouvernementale n'est pas résolue.

Les élections du Soviet Suprême CONDAMNÉ A 5 ANS DE PRISON POUR UNE INSCRIPTION SUR LE BULLETIN DE VOTE

Le 4 mars, se sont déroulées, en URSS, les élections au Soviet Suprême. A l'heure où nous mettons sous presse les résultats ne sont pas encore connus. Aux élections précédentes en 1974, 99,98 % des inscrits avaient participé au vote, les candidats présentés avaient obtenu régulièrement

ON VOTE SOUS LA MENACE

A en croire la législation et la Constitution soviétiques, toutes les conditions démocratiques sont assurées et garanties pour le déroulement des élections. Les candidats sont désignés par les organisations du parti et de la jeunesse, les syndicats, les organisations coopératives, les collectifs de travailleurs, dans l'atmosphère d'une « discussion libre et complète ». Un scrutin secret : « Le contrôle de l'expression de la volonté des électeurs n'est pas admissible » précise la constitution.

Dans la réalité, pour s'assurer d'un vote à 100 %, les autorités dési-

ses raisons de ne pas voter.

Le document publié par Boukowski (voir des extraits ci-contre) met à nu la réalité de cette prétendue démocratie.

Alors que d'après la constitution, le scrutin est secret, alors que le Code pénal contient un article spécial qui prévoit des peines de prison pour les fonctionnaires qui violeraient le secret du vote, Boukowski se trouvait précisément à la prison de Vladimir avec un détenu condamné à 5 ans de camp à régime sévère pour avoir mis une inscription sur un bulletin de vote et devenu complètement sourd au terme de sa détention.

99,79 % des voix. On a tout lieu de penser que les élections de 1979 atteindront ces mêmes scores. Mais on a les mêmes raisons d'affirmer que ces scores ne sont en aucun cas la preuve d'une adhésion massive au régime de Brejnev.

Jugement (extraits)

AFFAIRE N°6 - 74 SECRET

« (...) Le 14 juin 1970, lors des élections, l'accusé Tchekaline A.N. sur les bulletins de vote pour l'élection au Soviet de l'Union et au Soviet des Nationalités dans la 4^e circonscription, celle de Lissitchansk, a perpétré des inscriptions appelant à renverser le pouvoir soviétique et avançant également des élucubrations sciemment mensongères et calomnieuses qui dénigrent le système gouvernemental et social soviétique, se rendant coupable, par le fait même, du délit visé

disposition pour faire appel de la décision de l'assemblée et dès le début, voulant expliquer les raisons pour lesquelles il avait commis ce délit, il a fait allusion aux circonstances mentionnées. A l'appui de ces preuves, le Tribunal régional considère pleinement confirmée la culpabilité de l'accusé Tchekaline du fait qu'il s'est livré à de l'agitation antisoviétique. Ses agissements criminels tombent légalement sous le coup de l'article 62 §1.

Examinant la question de la mesure pénale à appliquer, le Tribunal régional prend en considération le fait que Tchekaline a commis un crime particulièrement dangereux pour l'Etat — qu'il exerce une profession utile à la société (1) — qu'il a un enfant à sa charge — qu'il a reconnu sa faute — qu'il a fait amende honorable. Il doit purger sa peine dans une colonie de redressement par le travail à régime sévère ; compte tenu des faits antérieurs et du caractère de sa personne, le tribunal régional ne juge pas utile l'application d'une peine supplémentaire de déportation. Se conformant aux arrêtés des articles 323, 324 du Code pénal de la RSS d'Ukraine, le Tribunal régional a prononcé :

Tchekaline est déclaré coupable en vertu de l'article 62 §1 du Code pénal de la RSS d'Ukraine et est soumis à une peine de privation de liberté d'une durée de 5 ans, sans déportation, la peine devant être purgée dans une CRT à régime sévère. (...)»

Extrait de... ET LE VENT REPREND SES TOURS de Vladimir Boukovsky (éditions Robert Laffont)

(1) NDLR Tchekaline était monteur-ajusteur dans une usine de construction de machines.



UNE DES JUSTIFICATIONS DU GOULAG

gnent des « agitateurs » qui sont rarement volontaires. Chargés d'un bureau de vote, ils vont devoir informer les électeurs de la date et du lieu du scrutin, s'occuper de leur inscription sur les listes électorales, les munir des papiers nécessaires pour pouvoir voter en cas d'absence, etc. Le jour du scrutin, tenus pour responsables du taux de participation, ils sont obligés de rester sur place jusqu'à ce que tous les électeurs dont ils ont la charge soient bien venus voter. Si l'adhésion des masses était celle que vante la propagande officielle, le recours à un tel système serait-il nécessaire ? La question peut effectivement se poser.

C'est pour éviter des « ennuis » que les gens viennent aussi massivement voter : pour l'« agitateur » que bien souvent ils connaissent mais surtout pour eux-mêmes. Et, ces « ennuis », de très nombreux témoignages en apportent la preuve. Que quelqu'un prenne son bulletin de vote et ne le mette pas dans l'urne, on le priera instamment d'aller voir le surveillant du scrutin et de s'expliquer sur

Ces scores électoraux préfabriqués, les autorités soviétiques s'en servent pour vanter, une fois de plus, « l'unité socio-politique et morale de la société en URSS », « la base inébranlable du bloc électoral des communistes et des sans-parti » etc... Ils les utiliseront pour tenter, une fois encore, de faire passer le combat de l'opposition ouvrière, nationale et démocratique comme « des crimes dirigés contre l'Etat, des actions antisoviétiques perpétrées par des gens faibles et instables », de justifier le goulag et les exécutions comme s'inscrivant « entièrement dans la défense des droits et des libertés des citoyens soviétiques, des intérêts de la société et de l'Etat ». Ces citations sont extraites d'un discours électoral d'un candidat à la députation sinistrement expert en la matière : Andropov, membre du bureau politique du PCUS et président du KGB !

Joëlle FECLAZ

par l'article 62 §1 du Code pénal de la RSS d'Ukraine. (...) Les arguments selon lesquels il aurait commis ce délit parce qu'il en voulait à l'administration de son atelier, de ne pas avoir placé son congé, en période d'été, sont inconséquents. Pour avoir manqué les réunions syndicales du 12 mars 1970, il a été privé du droit de prendre son congé en été par l'assemblée syndicale de l'atelier. C'est le 14 juin 1970 qu'il a commis son délit (feuille 96 du dossier). De plus, il n'a pris aucune

Le Soviet Suprême

Elu pour cinq ans par tous les citoyens de l'URSS ayant atteint l'âge de 18 ans. Elu au suffrage universel, égal et direct, et au scrutin secret.

Composé de deux chambres : le Soviet de l'Union et le Soviet des nationalités. Nomme le Conseil des ministres, vote les lois, approuve le budget et le plan annuel.

Ne siège que quelques jours deux fois par an.

Délegate le travail législatif à 14 commissions spécialisées, est représenté par le Présidium du Soviet suprême de 37 membres qui est l'organe supérieur du pouvoir d'Etat.

Brejnev cumule depuis 1977 la charge de Président du Présidium du Soviet suprême avec celle de Secrétaire général du PCUS.

LE DISCOURS DE BREJNEV

● Menaces en Asie ● Rideau de fumée en Europe

« L'agression chinoise : la plus sérieuse menace actuelle pour la paix mondiale », c'est ainsi que L'Humanité titre son compte rendu du discours de Brejnev sur la situation internationale à l'occasion des élections au Soviet suprême. Compte rendu fort complaisant, accompagné du commentaire suivant : « Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique, il a mis toute son autorité, toute la puissance du premier pays socialiste dans la balance pour faire reculer l'agression et développer les effets heureux de la coexistence pacifique ». Marchais n'allait-il pas jusqu'à vanter, dans son meeting antichinois de jeudi dernier « le niveau atteint par les capacités politiques et militaires de l'Union soviétique » ? Où sont les prétentions à l'indépendance, au « socialisme aux couleurs de la France » ? Le PCF s'affirme partisan d'un alignement inconditionnel sur les positions internationales de l'URSS.

Une large part du discours de Brejnev a été consacrée aux menaces contre la Chine. Il exige d'ailleurs une position analogue de la part de tous les partis et pays liés à Moscou. « Le danger que recèle toute complicité avec cette politique — quelle qu'en soit la forme — est plus évident que jamais ». Ne s'agit-il pas d'une sévère mise en garde à l'encontre de la Roumanie, et de la Yougoslavie, par exemple, qui pourraient se voir accuser de « complicité » avec la Chine ?

En réaffirmant la « fidélité » de l'URSS au traité militaire avec le Vietnam, Brejnev a réitéré sa menace d'une intervention directe contre la Chine — directe car l'URSS intervient déjà (indirectement) par ses livraisons d'armes et ses milliers de conseillers militaires en Indochine. Une agression soviétique contre la Chine a été considérée comme possible par les dirigeants chinois. Selon de nombreux observateurs, les dirigeants soviétiques ne pouvaient prendre une telle décision pendant la période électorale, mais il pourrait en être autrement alors que les élections au Soviet suprême sont achevées.

En dénonçant violemment la riposte chinoise comme « menace pour la paix mondiale », Brejnev a une fois de plus adopté la tactique du voleur qui crie au voleur. Alors qu'il développe ses préparatifs de guerre et ses interventions dans le monde entier, il s'est posé une fois de plus dans son discours en apôtre de la « détente » et de la paix. Il a pressé Carter de signer le nouveau traité SALT sur la limitation des armements stratégiques, alors que chacun des accords précédents ponctuait déjà une course aux armements incessante entre les deux super-puissances.

Brejnev a renouvelé ses propositions en direction de l'Europe : il s'agit pour lui de bercer d'illusions sur la détente les chefs d'Etat européens au moment où il concentre ses efforts du côté de l'Asie. Il a repris sa proposition d'un pacte de non-agression nucléaire des Etats européens participant à la conférence d'Helsinki. Il l'a assortie d'une clause concernant les forces conventionnelles : « Convenons de ne pas employer les premiers les armes nucléaires, mais aussi les armes conventionnelles ». S'agit-il d'un changement radical de la position soviétique, alors que jusqu'à présent, Brejnev s'était refusé à discuter des armes conventionnelles, domaine dans lequel le Pacte de Varsovie dispose d'une supériorité très nette sur l'OTAN ?

Avec cette offre très générale, sans doute s'agit-il pour Brejnev de préparer le voyage de Giscard en URSS, en mettant en avant des idées qui semblent rencontrer les préoccupations du président français et son plan de désarmement européen, incluant les forces conventionnelles. En tout cas, les manœuvres et les pressions soviétiques vis-à-vis de Giscard, ne manqueront pas, à l'occasion de son voyage à Moscou, fin mars, en vue de lui faire cautionner la politique globale de l'URSS.

Déjà, les récentes déclarations de Giscard et de Schmidt sur la « volonté de paix des dirigeants soviétiques » sont très encourageantes pour Brejnev. Il trouve là un terrain favorable pour semer des illusions sur la « détente » au moment où il développe ses interventions militaires en Afrique et en Asie.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Après le voyage de Giscard au Mexique : convergences et limites

Le déroulement de la visite de Giscard au Mexique a marqué une volonté de rapprochement des deux gouvernements tant au point de vue économique que politique. Ce rapprochement reflète

les tentatives du Mexique pour rendre moins pesante l'emprise de l'impérialisme américain et diversifier ses relations.



L'arme du pétrole

Il est certain que Giscard a voulu donner un prolongement spectaculaire, après plus de dix ans, au voyage de De Gaulle en Amérique latine : au cours de ce voyage, celui-ci avait voulu marquer la présence de la France dans ce continent comme alternative à l'hégémonie américaine. Giscard a fait de nombreuses déclarations sur « le monde multipolaire » et le « nouvel ordre économique mondial ». Il a eu également l'occasion de souligner les convergences de la France et du Mexique dans un certain nombre de domaines de la politique internationale, par exemple la question du désarmement.

En réservant un très bon

accueil à Giscard, alors qu'il avait dit ses quatre vérités à Carter, le président mexicain Portillo a tenu à affirmer une certaine émancipation vis-à-vis des USA. Il doit faire face à une situation économique de dépendance telle aujourd'hui que 90 % des entreprises sont contrôlées par le capital américain, que 62 % des importations viennent des USA, 66 % des exportations y sont dirigées ; de plus 70 % des investissements au Mexique sont américains, tandis que des millions de chômeurs mexicains partent, souvent clandestinement, travailler aux USA.

La découverte d'énormes réserves de pétrole et de gaz a constitué un

espoir pour la classe dirigeante mexicaine. Ayant sous les yeux l'exemple d'autres pays pétroliers du Tiers Monde, elle a pris conscience de ce que pouvait représenter l'arme du pétrole. C'est pourquoi elle a rejeté fermement les prétentions des USA qui voulaient piller le pétrole mexicain et en faire une sorte de « chasse gardée » destinée à servir de substitut à l'approvisionnement iranien. Face à la résistance de Portillo, Carter avait dû lui-même reconnaître publiquement, au cours de sa visite au Mexique, le droit de ce pays à disposer de ses ressources pétrolières en fonction de ses besoins. Effectivement, le gouvernement a décidé

de limiter et de planifier l'exploitation du pétrole ; il veut en même temps diversifier ses clients : le contrat passé à la veille de la visite de Giscard (fourniture de 5 % des besoins de la France) en est un exemple.

DE NOMBREUX CONTRATS EN PERSPECTIVE

Le « *La mano en la mano* » (1) de De Gaulle ne s'était pas concrétisé par une percée de la France sur le plan économique. Comme le reconnaît le communiqué commun de Giscard et de Portillo, « le niveau modeste des échanges commerciaux ne correspond ni aux possibilités ni à la volonté des deux pays ». Toute une série d'accords-cadres économiques ont été signés avec un prêt d'un milliard de francs de l'Etat français pour les financer. Un de ces accords-cadres concerne la coopération dans le domaine nucléaire.

Mais il ne s'agit que de projets qui restent à négocier. Il reste que, dans sa politique de diversification, le Mexique peut être amené à préférer à la France des partenaires plus avantageux. Il peut également, comme l'a fait l'Iran, remettre en cause, à la suite d'un changement de gouvernement ou de régime, des contrats jugés trop coûteux ou inutiles. Dans le Tiers Monde, l'impérialisme français peut bénéficier des reculs de l'impérialisme US, mais ses projets entrent également en contradiction avec ceux des pays du Tiers Monde.

J.P.C.

(1) « main dans la main ».

Chirac montre les dents pour ne pas mordre

C'est bien entendu l'initiative spectaculaire de Chirac consistant à demander la convocation de l'Assemblée nationale qui a été le point central du Club de la presse de dimanche soir sur Europe 1. Comment diantre être dans la majorité, sans subir le contre-coup politique du mécontentement que ne manque pas de provoquer cette politique ? C'est cette difficile question que tente de résoudre le président du RPR, faisant alterner les critiques au gouvernement avec les promesses de ne pas le renverser.

La démagogie aura été à l'honneur : pour Chirac, « La situation économique et les conséquences sociales qui en découlent, sont à la fois très graves et sans espoir manifeste d'amélioration ». Donc, la

solution, c'est la convocation du parlement : Chirac compte y proposer la constitution de deux commissions d'enquête, l'une sur l'emploi, l'autre sur l'information, proposition dont l'efficacité n'apparaît pour le moins pas clairement.

Sur le but réel de cette manœuvre, il aura au moins laissé pointer le bout du nez : « Il serait tout à fait maladroit, et nous l'avons vu souvent dans notre histoire, et cela a toujours très mal tourné, de laisser, en période difficile, le débat se dérouler, je dirais un peu dans la rue ». Sans doute espère-t-il, en rêvant un peu, que l'attention des travailleurs menacés de licenciements va se porter vers l'Assemblée nationale, si elle se réunit, et vers ses commissions d'enquête.

Il n'y sera en effet même pas question d'un éventuel renversement du gouvernement, puisqu'il a répété, — ce qu'on savait déjà — que le groupe RPR ne voterait pas de motion de censure. Plusieurs journalistes n'ont pas manqué de faire remarquer la contradiction qu'il y avait entre la vigueur de ses propos anti-gouvernementaux et son aplatissement au moment du vote au parlement : à l'issue d'une intervention de ce type, Chirac s'est exclamé : « Je souhaiterais que vous ne m'énerviez pas trop ». Il est vrai qu'il est facile de se moquer.

Dans la même optique de démagogie sociale, un appel du pied aux producteurs de porc qui manifestaient ces derniers jours : un coup de patte au gouvernement, accusé de faiblesse sur la question

des montants compensatoires. Les plus faibles en matière de capitulation face aux institutions européennes ont été clairement désignés comme étant les centristes.

Après cette condamnation en bloc de la politique du gouvernement et cette promesse de pas le renverser, il restait au chef du RPR à s'expliquer sur ce qu'il pouvait bien attendre de la réunion de l'Assemblée en session extraordinaire : il garde espoir, paraît-il, d'influencer cette politique parce que, dit-il, il n'y a pas qu'une politique possible. « S'il n'y a vraiment qu'une seule politique possible, alors l'alternative, c'est la révolution ». Comment mieux dire ?

F.N.

L'INSEE prévoit un développement important du chômage

Selon des prévisions de l'Institut national de la statistique, il y aurait d'ici 1983, de 1 620 000 à 1 774 000 chômeurs officiels en France, soit en réalité quelque 2 200 000. Selon les mêmes sources, il faut s'attendre, dans la même période, à des suppressions de 600 000 emplois dans l'industrie et 355 000 dans l'agriculture. Enfin, l'INSEE prévoit des hausses importantes des cotisations de sécurité sociale et des impôts, autant d'éléments de baisse du pouvoir d'achat.

L'inflation devrait se poursuivre au taux — officiel — de 7,3 % par an. Selon Barre, 1979 devait être l'année du redressement.

Iran : république islamique ou démocratique ?

Dans le discours qu'il a prononcé avant de se retirer à Qom, l'Ayatollah Khomeiny a appelé les Iraniens à voter au référendum du 21 mars pour la république islamique. Il a affirmé qu'il s'opposait aux mots d'ordre en faveur de la démocratie. « Démocratique est une notion occidentale, et nous ne devons pas nous inspirer de ces notions. Il y en a qui veulent une république démocratique islamique, mais j'appelle à voter pour une république islamique tout court... » En lançant cet appel, l'Ayatollah rompt d'une certaine manière l'alliance du mouvement religieux avec les partis démocratiques bourgeois sur les mots d'ordre de « république islamique fondée sur les principes de la démocratie ». Par ailleurs, les déclarations du chef religieux se sont accompagnées d'un certain nombre de mesures préoccupantes : projets de commissions de censure, campagnes contre la mixité dans les écoles et la contraception. Il reste à savoir quelles conséquences le gouvernement iranien tirera de l'application à la lettre du Coran préconisée par l'Ayatollah, et quelles libertés seront effectivement garanties pour les travailleurs et les révolutionnaires ?

Camp David : incertitude

Dimanche, on estimait généralement assez faible la probabilité que les accords de Camp David puissent reprendre rapidement. Dans la nuit de dimanche à lundi, il semblait que Carter ait fait de nouvelles propositions, qui auraient été jugées positives par les sionistes.

On apprend que le ministère israélien de l'Agriculture a décidé d'implanter une nouvelle colonie de peuplement au Sud de Naplouse, en Cisjordanie. 70 hectares de terres ont été mis à la disposition des colons.

Réunion de l'OPEP

Les émirats arabes unis viennent de proposer de prendre des mesures contre les compagnies pétrolières qui ont réalisé des profits excessifs à la suite de la crise iranienne. Un représentant de ce même pays a menacé les pays occidentaux de réduire les approvisionnements si ceux-ci ne changeaient pas de position vis-à-vis du problème palestinien.

La Libye a décidé d'augmenter le prix de son pétrole de 1,20 dollar le baril. L'Algérie doit également augmenter ses prix le 1^{er} avril.

ERYTHREE : NOUVELLE OFFENSIVE SOVIÉTO-ETHIOPIENNE ANNONCÉE PAR LE FPLE

Amdemicael Kahsaï, représentant du FPLE à Rome, a annoncé que les troupes éthiopiennes encadrées par les Soviétiques ont lancé une nouvelle offensive contre le mouvement de libération érythréen. Il a déclaré que le nombre des Soviétiques engagés dans les combats se chiffre à plus de 2 000.

LES COMBATS CONTINUENT EN OUGANDA

Le week-end a vu de nouveaux combats autour de la ville de Tororo, sur la route qui relie l'Ouganda au Kenya. Une nouvelle unité de l'armée ougandaise se serait mutinée dans l'Ouest du pays. Le maréchal Idi Amin Dada s'est réfugié dans son palais ; seule sa garde personnelle semble lui rester fidèle.